

# Curriculum vitae

Sébastien PLATON

Né le 7 novembre 1979 à Libourne (33)

Nationalité française

13 avenue des 2 ponts

33600 Pessac

Tel : (+33)6-76-16-86-49

e-mail : sebastien.platon@u-bordeaux.fr

Professeur de droit public à l'Université de Bordeaux

Formation universitaire .....	3
Travaux de recherche .....	4
Ouvrages et monographies .....	4
Articles, dossiers et éditoriaux .....	5
Contributions à des ouvrages collectifs et fascicules .....	13
Interventions en colloques et journées d'études (non publiées ou non encore publiées) .....	22
Blog posts .....	26
Recensions d'ouvrages .....	30
Chroniques.....	31
Notes de jurisprudence .....	32
Activités de recherche et animation de la recherche .....	43
Directions de thèse et participations à des jurys de thèse.....	48
Directions de thèse .....	48
Participation à des jurys de thèse et de HDR .....	49
Responsabilités éditoriales .....	52
Prix et récompenses .....	53
Activités pédagogiques.....	54
Cours et travaux dirigés.....	54
Autres activités pédagogiques .....	59
Responsabilités administratives et autres activités professionnelles.....	60
Diffusion de la recherche.....	62
Conférences grand public .....	62
Articles et tribunes dans la presse généraliste .....	63

Expertise .....	64
Divers .....	65

## Formation universitaire

---

**2007** : Doctorat en droit (mention très honorable avec félicitations)

- Titre de la thèse : *La coexistence des droits fondamentaux constitutionnels et européens dans l'ordre juridique français*
- Date et lieu de soutenance : 20 juin 2007, Université Montesquieu Bordeaux IV
- Directeur de thèse : Pr. Jean-Claude Gautron
- Composition du jury :
  - M. Louis Dubouis, Professeur émérite de l'Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III (président du jury),
  - M. Jean-Claude Gautron, Professeur émérite de l'Université Montesquieu – Bordeaux IV,
  - M. Loïc Grard, Professeur à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV,
  - M. Bertrand Mathieu, Professeur à l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne (rapporteur),
  - M. Ferdinand Mélin-Soucramanien, Professeur à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV,
  - M. Frédéric Sudre, Professeur à l'Université Montpellier I (rapporteur).

**2002** : DEA de droit communautaire, Université Montesquieu Bordeaux IV, mention assez bien.

**2001** :

- Maîtrise de droit public, Université Montesquieu Bordeaux IV, mention assez bien.
- Certificat d'études européennes, Université Montesquieu Bordeaux IV.

**2000** : Licence de droit, Université Montesquieu Bordeaux IV, mention assez bien.

**1999** : DEUG de droit, Université Montesquieu Bordeaux IV, mention assez bien.

**1997** : Baccalauréat, série ES, Lycée Arnaud Daniel (Ribérac, 24), mention bien

## Travaux de recherche

---

### *Ouvrages et monographies*

- *Les élections européennes, 40 ans après. Bilan, enjeux et perspectives / The European Elections, 40 years later. Assessment, Issues and Prospects* (co-edited with Tony Marguery and Hanneke van Eijken), Brussels, Bruylant, 2020.
- *Bioéthique et Droit international et européen des droits de l'homme* (en codirection avec C. Gauthier et D. Szymczak), Paris, Pedone, 2018
- *L'œuvre législative de Vichy d'hier à aujourd'hui : rupture(s) et continuité(s)* (en codirection avec C. Benelbaz, B. Berthier et C. Froger), Paris, Dalloz, 2017.
- *Droit européen des droits de l'homme* (avec C. Gauthier et D. Szymczak), Paris, Dalloz, 2017.
- *Identifier et catégoriser les langues minoritaires en Europe occidentale* (en codirection avec J. Busquets et A. Viaut), Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2014.
- *La coexistence des droits fondamentaux constitutionnels et européens dans l'ordre juridique français*, thèse, Paris, LGDJ, 2008.
- *Étude comparative de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne et de la Convention européenne des droits de l'homme (la Charte lue à travers le prisme de la CEDH)*, Mémoire de DEA, Université Montesquieu Bordeaux IV, 2002.

## ***Articles, dossiers et éditoriaux***

### **DROIT EUROPEEN**

#### **Droit constitutionnel européen**

##### ***Publications en langue anglaise***

- “Is silence always golden? The abstention of MEPs and the activation of the Article 7 procedure against Hungary: *Hungary v. European Parliament*”, *Common Market Law Review*, Vol. 59 No. 2 April 2022, p. 543.
- “Preliminary references and rule of law: Another case of mixed signals from the Court of Justice regarding the independence of national courts: *Miasto Łowicz*”, *Common Market Law Review*, Vol. 57 No. 6 December 2020, p. 1843.
- “The Right to Participate in the European Elections and the Vertical Division of Competences in the European Union”, *European Papers*, Vol. 3, 2018, No 3, *Special Section – EU Citizenship, Federalism and Rights* edited by D. Kochenov, pp. 1245-1264, <http://www.europeanpapers.eu/en/e-journal/right-to-participate-european-elections-vertical-division-competences>
- “Judicial independence under threat: The Court of Justice to the rescue in the ASJP case. Case C-64/16, Associação Sindical dos Juizes Portugueses, Judgment of the Court of Justice (Grand Chamber) of 27 February 2018, EU:C:2018:117” (avec L. Pech), *Common Market Law Review* 55, 2018, p. 1827.
- “Democratising the Euro Area Without the European Parliament and Outside of the EU System. A Legal Analysis of the Draft Treaty on the Democratisation of the Governance of the Euro Area (“T-Dem”)”,

*European Papers*, Vol. 3, 2018, No 1, pp. 103-119, <http://www.europeanpapers.eu/en/e-journal/democratising-euro-area-without-european-parliament-and-outside-eu-system>

- “Brexit: A Tale of Two Agreements?” (avec H. Flavier), *European Law Blog*, 30 août 2016, <http://europeanlawblog.eu/?p=3324>
- “The notion of "public authority" in the recent case law of the European Court of Justice and its impact on French administrative law”, *Montesquieu Law Review*, n° 1, janvier 2015, [http://www.montesquieulawreview.eu/lr1\\_content/Platon\\_lr1.pdf](http://www.montesquieulawreview.eu/lr1_content/Platon_lr1.pdf)
- “The ‘Equivalent Protection Test’: From European Union to United Nations, from *Solange II* to *Solange I* (with reference to the *Al-Dulimi and Montana Management inc. v Switzerland* Judgment of the European Court of Human Rights)”, *European Constitutional Law Review*, 2014, Vol. 10, p. 226.

### *Publications en langue française*

- « La protection de l'état de droit par l'Union européenne – modeste essai de clarification et de défense raisonnée », *Revue de l'Union européenne*, Octobre-novembre 2024, p. 565.
- « Des élections du XXI<sup>e</sup> siècle avec des règles du XX<sup>e</sup> », *Journal de Droit européen*, mai 2024, p. 213.
- Direction du dossier « La désignation de la future Commission » (avec A. Jakab), *Revue de l'Union européenne*, mai 2024, p. 275.
- « L'impact de la Charte des droits fondamentaux en matière sociale : quelques repères », *Bulletin Joly Travail*, mars 2024, p. 46.
- « La carotte plus forte que le bâton ? La « conditionnalisation » des financements européens au respect des valeurs de l'Union », *Journal d'Actualité du Droit International et Européen*, 24 mai 2023, <https://revue-jade.eu/article/view/7564>

- « La valeur des valeurs. La confirmation de la validité du mécanisme de conditionnalité « Etat de droit » par la Cour de justice de l'Union européenne », *Cahiers de droits européen*, 2022, p. 197.
- « La présomption Bosphorus après l'arrêt Bivolaru et Moldovan de la Cour européenne des droits de l'homme : un bouclier de papier ? (obs. sous Cour eur. dr. h., arrêt Bivolaru et Moldovan c. France, 25 mars 2021) », *Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme*, 2022, n° 129, p. 91.
- « La décision du « tribunal » constitutionnel polonais sur la primauté du droit de l'Union européenne. Une réponse à Jean-Eric Schoettl », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux* 2021, chronique n° 37, <http://www.revuedlf.com/droit-ue/la-decision-du-tribunal-constitutionnel-polonais-sur-la-primaute-du-droit-de-lunion-europeenne-une-reponse-a-jean-eric-schoettl/>
- « CJUE et Cour EDH : la dialectique du maître et de l'esclave ? », *Revue Québécoise de Droit International*, Hors-série décembre 2020 – 70 ans de la Convention européenne des droits de l'homme : L'Europe et les droits de la personne, p. 533, <https://www.sqdi.org/fr/cjue-et-cour-edh-la-dialectique-du-maitre-et-de-lesclave/>
- « Le droit de révocation unilatérale de la notification de retrait de l'Union européenne dans l'arrêt *Wightman* de la Cour de justice de l'Union européenne. A propos d'un exercice de droit constitutionnel européen », *Cahiers de droit européen*, 2020, n° 1, p. 17.
- « L'articulation entre la Charte, les droits fondamentaux nationaux et le droit de la Convention européenne des droits de l'homme », *Revue de l'Union européenne* n° 642 – Octobre-Novembre 2020, Dossier sur les 20 ans de la proclamation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, p. 553.
- « La singularité du droit de l'Union européenne dans le contrôle de conventionalité des lois », *AJDA*, 2019, Dossier « les 30 ans de l'arrêt Nicolò », p. 2111.

- « Les fonctions du standard de l'État de droit en droit de l'Union européenne », *RTDE*, 2019, p. 305, in *Les mécanismes de suivi du respect de l'État de droit en Europe*, Dossier dirigé par R. Tinière et Francesca Ippolito (*RTDE*, 2019, p. 253).
- « « It's the Final Countdown » : position de l'Union européenne et état des lieux sommaire des négociations du Brexit », *Revue québécoise de droit international*, Hors-série - Novembre 2018, 16 avril 2019, <https://www.sqdi.org/fr/its-the-final-countdown-position-de-lunion-europeenne-et-etat-des-lieux-sommaire-des-negociations-du-brexit/>
- « Confiance mutuelle et crise de l'État de droit dans l'Union européenne », *L'Observateur de Bruxelles* n° 115, janvier 2019, p. 16.
- « L'Union et les "autres Europe" », *Revue de l'Union européenne*, n° 620, juillet-août 2018, Dossier « Soixante ans du traité de Rome », Partie IV : L'Europe en ses mondes, pp. 394 s.
- « [Menace systémique envers l'Etat de droit en Pologne : entre action et procrastination](#) » (avec L. Pech), *Fondation Robert Schuman, Question d'Europe* n° 451, [13 nov. 2017](#).
- « Le Peuple, le(s) Parlement(s) et le Juge : l'arrêt *Miller* de la Cour suprême, une valse constitutionnelle à trois temps » (avec L. Pech), *RTDE*, 2017, p. 201.
- « Multilinguisme et droits fondamentaux en droit de l'Union européenne », *R.A.E. / L.E.A.*, 2016/3, mars 2017, p. 429
- « "My tailor is rich". Quels habits pour le Royaume-Uni ? Étude des scénarios de l'après retrait » (avec F. Martucci), *RTDE*, 2016, Dossier spécial *Brexit*, p. 735.
- « La citoyenneté dans ses rapports avec la démocratie participative et la démocratie directe en droit de l'Union européenne », 13<sup>ème</sup> Université européenne d'été organisée par l'Université de Bordeaux, du 15 au 19 septembre 2014, *Politeia*, n° 27, juin 2015.

- « L'avis 2/13 de la Cour de justice de l'Union européenne sur l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme : c'est grave, Docteur ? », *Politeia*, n° 27, juin 2015.
- « Ni panacée, ni gadget : le "nouveau cadre de l'Union européenne pour renforcer l'Etat de droit" » (avec D. Kochenov et L. Pech), *RTDE*, 2015, p. 689.
- [« Le rejet de l'accord d'adhésion de l'Union européenne à la CEDH par la Cour de justice : un peu de bon droit, beaucoup de mauvaise foi ? », \*RDLF\* 2015, chron. n°13](#)
- « L'adaptation du droit de l'Union européenne à la situation des collectivités territoriales », *Revue de l'Union européenne*, 2015, p. 136.
- « L'invocabilité horizontale des normes de droit de l'Union européenne : un pas sur place, un pas en avant, deux pas en arrière (CJUE, grande chambre, 15 janv. 2014, aff. C-176/12) », *Revue de l'Union européenne*, 2015, p. 33.
- « L'articulation apaisée entre l'office du Conseil constitutionnel et celui de la Cour de justice : les suites de la question préjudicielle posée par la Cour de justice dans l'affaire Jeremy F. », *Politeia* n° 24, 2013, p. 91.
- [« La Charte des droits fondamentaux et la « mise en œuvre » nationale du droit de l'Union : précisions de la Cour de justice sur le champ d'application de la Charte », \*RDLF\* 2013, Chron. n°11.](#)
- [« Le juge administratif, les directives et la CEDH : de l'art de la translation... », \*RDLF\*, 2013, chron. n° 8.](#)
- « Le respect de l'identité nationale des Etats membres : frein ou recomposition de la gouvernance ? », in Chaltiel F. et Monjal P.-Y. (dir.), *L'Union européenne et ses Etats membres après le Traité de Lisbonne*, colloque, Sénat, 25 nov. 2011, *RMCUE*, mars 2012, p. 150.

- « Le champ d'application des droits du citoyen européen après les arrêts *Zambrano*, *McCarthy* et *Dereci* : de la boîte de Pandore au labyrinthe du Minotaure », *RTDE*, 2012, p. 23.
- « Question prioritaire de constitutionnalité et droit de l'Union européenne : réflexions autour de la question préjudicielle posée par la Cour de cassation le 16 avril 2010 », *JCP A*, 2010, 2162.
- « Le rôle des protocoles et déclarations dans le Traité de Lisbonne », *Politeia* n° 13, 2008, p. 465.

### **Droit européen des contrats publics**

- « La passation des concessions : de l'eau du service public dans le vin de la concurrence ? », *AJDA* 2014, dossier « Directives Marchés, du nouveau sans renouveau », p. 841.
- « Délégation de service public et concession de services en droit de l'Union européenne », *AJDA* 2013, dossier « Les vingt ans de la loi Sapin », p. 1448.
- « L'exception de coopération entre autorités publiques en droit européen de la commande publique » (avec S. Martin), *AJDA*, 2012, p. 1138.

### **Droit général de l'Union européenne**

- « La pratique du Conseil d'Etat en matière de questions préjudicielles à la Cour de justice de l'Union européenne », *AJDA*, 2015, p. 260.

### **Droit de la Convention européenne des droits de l'Homme**

- [« Quand les racines internationales de la Cour européenne des droits de l'homme lui donnent des ailes : la consécration du droit à indemnisation dans les affaires interétatiques »](#), *RDLF* 2014, chron. n° 17.

## **DROITS FONDAMENTAUX ET LIBERTES PUBLIQUES**

### *Publications en langue anglaise*

- [“Reinventing the wheel ... and rolling over fundamental freedoms? The Covid-19 epidemic in France and the ‘State of Health Emergency’”](#), *The Theory and Practice of Legislation*, August 2020

### *Publications en langue française*

- « Propos conclusifs : La fundamentalité des droits à l'ère du numérique », *Les métamorphoses des droits fondamentaux à l'ère du numérique*, Journée d'études, Bordeaux, 24 novembre 2016, *Politeia* n° 31 (2017), p. 287.

## **DROIT CONSTITUTIONNEL**

- « Les interférences entre l'office du juge ordinaire et celui du Conseil Constitutionnel : "malaise dans le contentieux constitutionnel" ? », *RFDA*, 2012, p. 639.
- « Vider l'article 16 de son venin : les pleins pouvoirs sont-ils solubles dans l'État de droit contemporain ? », *RFDC*, 2008, numéro hors-série, p. 97.

## DROIT ADMINISTRATIF

- Commentaire de l'arrêt Cour EDH, 4 juin 2013, *Marc-Antoine c. France*, req. n° 54984/09, *AJDA* 2013, p. 1580.
  
- « Les animaux "dangereux" et le droit administratif », in *Les statuts de l'animal. Pluralité de conceptions, pluralité de régimes*, s. d. O. Clerc, Université Pasquale Paoli (Corte), 5 octobre 2012, *RSDA* 2/2012, p. 469, [http://www.unilim.fr/omij/files/2013/10/99\\_RSDA\\_2-2012.pdf](http://www.unilim.fr/omij/files/2013/10/99_RSDA_2-2012.pdf).
  
- Commentaire de l'arrêt CE, 9 juil. 2010, *Fédération nationale de la libre-pensée*, *Droit administratif*, 2010, Comm. 130.
  
- « Le référé-provision administratif : référé ou procédure de jugement rapide ? », *Droit administratif*, janvier 2008, pp. 13-22.

## ***Contributions à des ouvrages collectifs et fascicules***

### **DROIT FRANÇAIS**

#### ***Publications en langue française***

- « France », rapport national in Safjan M. (dir.), *The Revival of the Rule of Law Issue / La renaissance de la question de l'Etat de droit*, Larcier Intersentia, 2024, p. 209 (avec C. Cerda-Guzman et P. Gervier).
- « La disparition de l'ordre des Jedi. Bref retour sur la sage suppression d'un corps archaïque », in Ciaudo A., Lécuyer Y. et Mosbrucker A.-L. (dir.), *Le Droit contre-attaque. L'Univers Star Wars au prisme du droit*, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2021, p. 105.

### **DROIT PUBLIC FRANÇAIS**

#### ***Publications en langue anglaise***

- “French Nationality” in Kochenov D. et Lindeboom J. (dir.), *Quality of Nationality Index*, Londres, Bloomsbury, 2020, p. 232.
- “France – The Resilience of the Constitutional Order to Populism so far and Potential Threats to the Separation of Powers” (with D. Fromage), in Hardt S., Heringa A. W. and Nguyen H. T. (eds), *Populism and Democracy*, The Hague, Eleven International Publishing, 2020, p. 169.
- “French Nationality” in Kälin Ch. H. et Kochenov D. (dir.) *Quality of Nationality Index*, Henley & Partners, 2017, p. 46.

#### ***Publications en langue française***

- « Liberté d’expression des agents publics », *Jurisclasseur Communication*, Fascicule 158 / *JurisClasseur Collectivités territoriales*, Fascicule 762, 2025 (avec H. Flavier et L. Pech).
- « Secret de la défense nationale », *JurisClasseur Communication*, Fascicule 88, 2024 (avec L. Pech).
- « Application des normes internationales », *JurisClasseur Administratif*, Fascicule 22 (actualisation), 2015.
- « Régimes d’exception », *JurisClasseur Administratif*, Fascicule 90, 2012.
- « Règlements administratifs », *JurisClasseur Administratif*, Fascicule 108-35, 2008.

## DROIT EUROPEEN

### **Droit constitutionnel européen**

#### *Publications en langue anglaise*

- “The Right to a Tribunal Established by Law: Opinion of Advocate General Sharpston in *Simpson and HG*”, in Butler G. and Łazowski A. (ed.), *Shaping EU Law the British Way. UK Advocates General at the Court of Justice of the European Union*, Hart, 2022, p. 557.
- “The Role of Values in the EU-UK Trade and Cooperation Agreement”, in Barbé V. et Koumpli Ch. (dir.), *Brexit, droits et libertés*, Bruxelles, Bruylant, 2022, p. 11.
- “The Principle of Institutional Balance: Rise, Eclipse and Revival of a General Principle of EU Constitutional Law”, in Ziegler K., Neuvonen P. and Moreno-Lax V. (eds), *Research Handbook on General Principles of EU Law. Constructing Legal Orders in Europe*, Edward Elgar Press, 2022, p. 136.

- “The Right to Participate in the European Elections and the Vertical Division of Competences in the European Union”, in Cambien N., Kochenov D. and Muir E. (ed.), *European Citizenship under Stress: Social Justice, Brexit and Other Challenges*, Leiden and Boston, Brill Nijhoff, 2020, p. 364.

### *Publications en langue française*

- « L’Union européenne au secours du patrimoine constitutionnel européen : la garantie des valeurs de l’Union vis-à-vis des États membres », in Ch. Giannopoulos (dir.), *Le patrimoine constitutionnel européen entre progression et régression*, Paris, Pédone, 2024, p. 175.
- « L’Union européenne et la mise en cause de l’indépendance judiciaire par les gouvernements populistes : le cas de la Pologne », in N. Blanc-Noël et Th. Dauphin (dir.), *Vers un nouvel âge des extrêmes ? Populismes et transformations sociales*, L’Harmattan, 2023, p. 187.
- « La démocratie illibérale en Droit de l’Union européenne. La question de l’activation juridictionnelle des valeurs de l’Union », in V. Barbé, B.-L. Combrade et Ch.-E. Sénac (dir.), *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Bruxelles, Bruylant, 2023, p. 109.
- « Article 6 – Droit à la liberté et à la sûreté », in Picod F., Rizcallah C. et Van Drooghenbroeck S. (dir.), *Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Commentaire article par article*, 3<sup>ème</sup> édition, Bruxelles, Bruylant, 2023, p. 149.
- « L’Union européenne et le constitutionnalisme abusif », in P.-A. Collot (dir.), *Le constitutionnalisme abusif en Europe*, Mare & Martin, 2022, p. 379.
- Entrées « Constitution » et « Démocratie » in Laurent-Boutot C., Lécuyer Y. et Tharaud D. (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention Européenne des Droits de l’Homme*, Paris, Pédone, 2022.

- « Laïcité et Droit européen », in Benelbaz C. et Froger Ch. (dir.), *La laïcité dans les services publics. Aspects pratiques, entre renouveau et renoncement*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, p. 69.
- « Le Brexit et les élections européennes : la citoyenneté politique européenne à l'épreuve du feu », in Marguery T., Platon S. et Van Eijken H. (dir.) *Les élections européennes, 40 ans après. Bilan, enjeux et perspectives / The European Elections, 40 years later. Assessment, Issues and Prospects*, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 247.
- « La protection du « contenu essentiel » des droits garantis par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », in Tinière R. et Vial C. (dir.), *Les dix ans de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Bilan et perspectives*, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 317.
- « Bioéthique, droit européen des droits de l'Homme et situations transnationales : la possibilité d'un *Law shopping* en matière de droit bioéthique », in Gauthier C., Platon S. et Szymczak D. (dir.), *Bioéthique et Droit international et européen des droits de l'homme* (en codirection avec C. Gauthier et D. Szymczak), Paris, Pedone, 2018, p. 247.
- « L'autonomie institutionnelle des Etats membres de l'Union européenne : parent pauvre ou branche forte du principe d'autonomie institutionnelle et procédurale ? », in Potvin-Solis L. (dir.), *Le statut d'Etat membre de l'Union européenne*, Quatorzièmes Journées Jean Monnet, Bruxelles, Bruylant, 2018, p. 461.
- « Les droits fondamentaux et l'exécution des politiques de l'Union européenne par les Etats membres », in Potvin-Solis L. (dir.), *Politiques de l'Union européenne et droits fondamentaux*, Treizièmes Journées Jean Monnet, Bruxelles, Bruylant, 2017, p. 99.
- « La naissance d'une singularité doctrinale : les européenistes » (avec J.-Cl. Gautron), in Bonnet B. (dir.), *Traité des rapports entre ordres juridiques*, Paris, LGDJ, 2016, p. 109
- « L'applicabilité de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne aux Etats membres. Retour sur l'arrêt *Fransson* de la Cour de justice du 26 février 2013 » in

*Entre les ordres juridiques. Mélanges en l'honneur du Doyen François Hervouët*, Poitiers, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2015, p. 421.

- « Le périmètre de l'obligation de respecter les droits fondamentaux en droit de l'Union européenne », in Tinière R. et Vial C. (dir.), *Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne. Entre évolution et permanence*, Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 67.
- « Droits fondamentaux et fragmentation de la mise en œuvre des droits international et européen », in Arlettaz J. et Tinière R. (dir.), *La fragmentation en droit, la fragmentation du droit*, colloque, Université Pierre Mendès-France (Grenoble), le 17 mai 2013, Paris, L'Épilogue – Lextenso, 2014, p. 45.
- « Le contrôle de constitutionnalité des actes nationaux d'application du droit de l'Union européenne. L'avenir des jurisprudences *Economie numérique* et *Arcelor* », in *La Constitution, l'Europe et le droit : mélanges en l'honneur de Jean-Claude Masclat*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2013, p. 887.
- « Le principe de protection équivalente », in Potvin-Solis L. (dir.), *La conciliation entre les droits et libertés dans les ordres juridiques européens*, dixièmes journées du pôle européen Jean Monnet, Institut Droit et Economie des Dynamiques en Europe, Université Paul Verlaine (Metz), 18 et 19 décembre 2009, Bruxelles, Bruylant, 2012, p. 463.
- « Les spécificités du principe de non-discrimination dans le droit de l'Union européenne », in Favreau B. (dir.), *La Charte des droits fondamentaux après le Traité de Lisbonne*, Bruxelles, Bruylant, 2010, p. 125.

### **Droit européen des contrats publics**

- « Autonomie locale et régionale et droit européen des contrats publics », in Potvin-Solis L. (dir.), *L'Union européenne et l'autonomie locale et régionale*, douzièmes journées du pôle européen Jean Monnet, Colloque organisé par la Chaire européenne Jean

Monnet de l'Université Paul Verlaine – Metz, 17 et 18 octobre 2011, Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 137.

## **Droit général de l'Union européenne**

- « L'effectivité du provisoire au service de la primauté du droit de l'Union européenne », in L. Benezech (dir.), *L'effectivité du provisoire en droit international et européen*, Centre Michel de l'Hospital, 2024, p. 97.
- « La négociation et conclusion d'accords commerciaux internationaux par l'Union européenne », in Delas O. (dir.), *Relations commerciales internationales. L'Union européenne et l'Amérique du Nord à l'heure de la Nouvelle Route de la soie*, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 75
- « L'insertion du juge interne dans le système juridictionnel de l'Union européenne », in Vincent B. (dir.), *Les confluences des droits, regards franco-roumains*, Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 315.
- « La coopération aux frontières de l'Europe et le respect des droits fondamentaux », in Tournepeiche A.-M. (dir.), *La coopération, enjeu essentiel du droit des réfugiés*, Paris, Pedone, 2015, p. 49.
- « L'Union pour la Méditerranée : le processus de Barcelone », in Grard L. (dir.), *L'Europe face au monde*, 10<sup>ème</sup> Université européenne d'été organisée par l'Université Montesquieu Bordeaux IV, du 12 au 16 septembre 2011, Paris, Pedone, 2013, p. 141.

## **Droit de la Convention européenne des droits de l'Homme**

- « Le juge européen, gardien ultime ou premier du droit à la sûreté ? », in Garrido L. (dir.), *Le droit à la sûreté : état des lieux, état du droit*, Université Montesquieu – Bordeaux IV, 29 avril 2011, Paris, Cujas, 2012, p. 153.

## **Droits européens**

- « L'intégration par les droits de l'homme dans le cadre de la CEDH et du Conseil de l'Europe », in Grard L. (dir.), *L'Union européenne et les intégrations régionales*, 11<sup>ème</sup>

Université européenne d'été organisée par l'Université Montesquieu Bordeaux IV, du 10 au 14 septembre 2012, Paris, Pedone, 2015, p. 115

- « Droits européens et mineurs étrangers », in Gauthier C., Gautier M. et Gouttenoire A. (dir.), *Mineurs et droits européens*, Paris, Pedone, 2012, p. 77.

## **DROIT INTERNATIONAL**

- [Commentaire du Préambule de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés](#), in [Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, commentaires et références \(site internet\)](#).

## **DROIT CONSTITUTIONNEL**

- « Langues régionales, langue(s) d'Etat et unité de l'Etat » (avec H. Flavier), in Viaut A. et Moskvitcheva S. A. (dir.), *Catégorisation des langues minoritaires : approche pluridisciplinaire de la terminologie russe*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2014, p. 297.

## **DROIT ADMINISTRATIF**

- « L'appartenance des agents publics à un parti politique extrémiste », in Niquège S. (dir.), *Les figures de la loyauté en droit public*, Paris, Mare & Martin, 2017, p. 111.
- « Régimes d'exception », *Jurisclasseur Administration*, Fasc. 90, 9 août 2012.
- « Les règlements administratifs », *Jurisclasseur Administration*, Fasc. 108-35, 22 octobre 2008.
- « L'argument de droit comparé dans les débats relatifs à la dualité de juridictions », in Melleray F. (dir.), *L'argument de droit comparé en droit administratif français*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 337-353.

***Interventions en colloques et journées d'études (non publiées ou non encore publiées)***

**DROIT EUROPEEN**

**Droit constitutionnel européen**

***En langue anglaise***

- “What do we mean by the rule of law and what is its connection with democracy?”, *The Rule of Law and Democracy: what values are at stake?*, European Future Talks 2024, 18 avril 2024, St Edmund’s College, University of Cambridge.
- “The Fabulous Destiny of the Rule of Law in EU Law”, Keynote Speech, International Conference Within the framework of MEDROI research project (ANR-21-CE41-0004-01), s.d. R. Mavrouli et A. van Waeyenberge, Institut des Études Européennes, Université Libre de Bruxelles (Belgique), 16-17 novembre 2023.
- Participation à la table ronde “The composite European Constitution under pressure”, *The European Twist of a Secessionist Challenge: Parliamentary Immunities and Representative Democracy in Light of the Junqueras Saga*, Luiss Libera Università Internazionale degli Studi Sociali Guido Carli, Webinar, 9 juillet 2020.
- “Do public entities have fundamental rights under EU Law?”, *ICON·S 2017 Conference on “Courts, Powers, Public Law”*, Copenhagen, July 5-7, 2017.
- “The application of the EU Charter of Fundamental Rights by French Courts: an Overview”, Conférence sur les nouveaux instruments permettant de promouvoir l’application correcte de la Charte des droits fondamentaux au niveau national (Projet « Charterclick! »), Florence (Italie), 28 octobre 2016.

- “The application of the EU Charter of Fundamental Rights by the French Defender of Rights”, Atelier sur l’application de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne par les organes nationaux de protection des droits de l’homme, Institut Universitaire européen, Florence (Italie), 18 mars 2016.
- “The accession of the European Union to the European Convention on Human Rights. Consequences and perspectives”, in *Human Rights in modern society: present and future*, Parlement de la République de Lituanie, Vilnius, 16 mai 2014.
- “Adapting EU Legislation to local and regional authorities”, 43ème conférence annuelle de l’*University Association for Contemporary European Studies (UACES)*, Leeds, Royaume-Uni, 2-4 septembre 2013.

### *En langue française*

- « État de droit en Droit de l’Union européenne : notion et mécanismes de protection », *L’Etat de droit en France : crises et perspectives*, journée d’études, 23 janvier 2025, Maison de l’avocat, Grenoble.
- Participation à la Table-ronde intitulée « La Charte des droits fondamentaux, de sa conception à nos jours : enjeux et perspectives », colloque *La protection des droits fondamentaux dans l’Union européenne*, 4 juin 2024, Centre des Sciences Sociales HUNREN, Budapest, Hongrie.
- « Exigences et garanties internationales relatives aux juges internes et à leur activité. Le point de vue des droits européens », in A. Marie et B. Tranchant (dir.), *Droit international et juges internes*, Colloque SFDI, Bordeaux, 25 et 26 mai 2023.
- « L’eupéanisation de la notion de l’État de droit (cadrage) », *L’Union européenne et le respect de l’Etat de droit*, 12<sup>ème</sup> édition des journées Eurotémis, Institut d’Etudes politiques de Bordeaux, 24 et 25 novembre 2022.

- « Les sanctions de l'UE contre certains médias russes », Colloque international *La guerre en Ukraine, l'union européenne et les Balkans occidentaux*, Université de Belgrade, 17 et 18 novembre 2022.
- « Les résistances et résiliences du cadre démocratique, cadres nationaux et européens : le point de vue de la CJUE », in Abderemane K., Kurt G. et Madelaine C. (dir.), *La formation des régimes autoritaires : analyse comparée de récents développements européens*, Université François Rabelais, Tours, 1<sup>er</sup> février 2019.
- « Compétence et base juridique de l'action de l'UE en matière de sécurité », in *L'action de l'Union européenne en matière de sécurité internationale et européenne*, École d'automne sur l'Union européenne de l'Université Laval (Canada), 7<sup>ème</sup> édition, 28 octobre 2018.
- « Les Etats membres disposent-ils de droits culturels fondamentaux ? » in Barbato J.-C. et Romainville C. (dir.), *Les droits culturels fondamentaux dans l'ordre juridique de l'Union européenne*, 19 octobre 2018, Cercle Cambronne, Nantes.
- « Le modèle communautaire peut-il surmonter les défis contemporains ? », *Colloque international - Ateliers Schuman - L'intégration européenne à la croisée des chemins : quelles perspectives d'avenir ?*, Université Laval (Canada), 3 novembre 2017.
- « Le Brexit et le risque de morcellement de l'UE », *Colloque international - Ateliers Schuman - L'intégration européenne à la croisée des chemins : quelles perspectives d'avenir ?*, Université Laval (Canada), 2 novembre 2017.
- « Le Brexit : enjeux juridiques », *École d'automne sur l'Union européenne - Enjeux et défis contemporains*, Université Laval (Canada), 30 octobre 2017.
- « Présentation du processus d'intégration européenne » (avec O. Delas), *École d'automne sur l'Union européenne - Enjeux et défis contemporains*, Université Laval (Canada), 29 octobre 2017.

- « Commencer par la zone euro ? Difficultés d'un traité et d'une assemblée propres à la zone euro », Deuxième Atelier de démocratisation de l'Europe (autour du « T-Dem »), 23 octobre 2017, Université Paris Nanterre.
- « Laïcité(s) en droit européen », in Benelbaz C. et Froger Ch. (dir.), *La Laïcité dans les services publics*, colloque des 21 et 22 septembre 2017, Université Savoie Mont blanc.
- « Logique juridique et logique mathématique : quelles convergences ? » (avec G. Aupy, Chercheur à l'Inria, Bordeaux), in *Les Convergences du Droit et du Numérique*, Colloque des 11, 12, 13 septembre 2017, Université de Bordeaux.
- « Brexit : "it's the final countdown" », in *L'Union européenne - Soixante ans du traité de Rome. Tous les chemins mènent-ils encore à Bruxelles ?*, Colloque international, Université Laval (Canada), 27 et 28 avril 2017.
- « Droit de l'Union européenne et questions préjudicielles entre juge administratif et juge judiciaire », in *Coopérations juridictionnelles : juge administratif et juge judiciaire*, colloque, Bordeaux, 17 et 18 décembre 2013.
- « Non-discrimination : le cadre européen », rapport introductif de la Journée d'études CRDEI – SOS Racisme *Sanctionner les discriminations : perspectives croisées*, Bordeaux, Ecole nationale de la magistrature, 3 avril 2013.
- « Les droits fondamentaux des collectivités locales », Conférence, Université de Caen-Basse-Normandie, 11 octobre 2012, <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/forge/6160>.

## ***Blog posts***

### **DROIT FRANCAIS**

#### ***Publications en langue anglaise***

- “From One State of Emergency to Another – Emergency Powers in France”, in J. Grogan (dir.), *COVID 19 and States of Emergency*, Symposium hosted by *VerfassungsBlog*, 9 avril 2020, <https://verfassungsblog.de/from-one-state-of-emergency-to-another-emergency-powers-in-france/>.
- “Dr. ‘Law-Discoverer’ and Mr. ‘Law-Maker’: the Strange Case of Case-Law in France”, *VerfassungsBlog*, 24 avril 2015, <http://www.verfassungsblog.de/en/dr-law-discoverer-and-mr-law-maker-the-strange-case-of-case-law-in-france/>

### **DROIT EUROPEEN**

#### **Droit constitutionnel européen**

#### ***Publications en langue anglaise***

- (avec L. Pech) “How Not to Deal with Poland’s Fake Judges’ Requests for a Preliminary Ruling: A critical Analysis of AG Bobek’s Proposal in Case C-132/20”, *VerfassungsBlog*, 28 juillet 2021, <https://verfassungsblog.de/how-not-to-deal-with-polands-fake-judges-requests-for-a-preliminary-ruling/>
- “Bringing a Knife to a Gunfight: The European Parliament, the Rule of Law Conditionality, and the action for failure to act”, *VerfassungsBlog*, 11 juin 2021, <https://verfassungsblog.de/bringing-a-knife-to-a-gunfight/>
- (avec L. Pech et K. L. Scheppele) “Compromising the Rule of Law while Compromising on the Rule of Law”, *VerfassungsBlog*, 13 décembre 2020,

<https://verfassungsblog.de/compromising-the-rule-of-law-while-compromising-on-the-rule-of-law/>

- “French Law is NOT a Model for the Polish Bill on Disciplining Judges”, *Verfassungsblog*, 17 janvier 2020, <https://verfassungsblog.de/french-law-is-not-a-model-for-the-polish-bill-on-disciplining-judges/>
- “Brexit and the CJEU: why the Opinion of the Court Should be Sought as a Matter of Emergency”, *Verfassungsblog*, 18 décembre 2019, <https://verfassungsblog.de/brexit-and-the-cjeu-why-the-opinion-of-the-court-should-be-sought-as-a-matter-of-emergency/>
- “Writing Between the Lines. The preliminary ruling of the CJEU on the independence of the Disciplinary Chamber of the Polish Supreme Court”, *EU Law Analysis*, 26 novembre 2019, <https://eulawanalysis.blogspot.com/2019/11/writing-between-lines-preliminary.html>
- “The beginning of the end for Poland’s so-called “judicial reforms”? Some thoughts on the ECJ ruling in Commission v Poland (Independence of the Supreme Court case)” (avec L. Pech), *EU Law Analysis*, 30 juin 2019, <http://eulawanalysis.blogspot.com/2019/06/the-beginning-of-end-for-polands-so.html>
- “European elections, European Values and Brexit”, *DCU Brexit Institute Blog*, 5<sup>th</sup> June 2019, <http://dcubrexitinstitute.eu/2019/06/on-european-elections-european-values-and-brexit/>
- “#DeniedMyVote too: Brits in France, the European Elections and the Council of State”, *Verfassungsblog*, 24 mai 2019, <https://verfassungsblog.de/deniedmyvote-too-brits-in-france-the-european-elections-and-the-council-of-state/>.
- “Disenfranchised by Accident: the Brexit Initiative and Brits abroad”, *Verfassungsblog*, 29 août 2018, <https://verfassungsblog.de/disenfranchised-by-accident-the-brexit-initiative-and-brits-abroad/>

- “Rule of Law backsliding in the EU: The Court of Justice to the rescue? Some thoughts on the ECJ ruling in *Associação Sindical dos Juizes Portugueses*” (avec L. Pech), *EU Law Analysis*, 13 mars 2018, <http://eulawanalysis.blogspot.co.uk/2018/03/rule-of-law-backsliding-in-eu-court-of.html>
- “30 days, six months... forever? Border control and the French Council of State”, *VerfassungsBlog*, 9 janvier 2018, <https://verfassungsblog.de/30-days-six-months-forever-border-control-and-the-french-council-of-state/>
- “Democratizing the Euro Area without the European Parliament: Benoît Hamon’s “T-Dem””, *VerfassungsBlog*, 13 mars 2017, <http://verfassungsblog.de/democratizing-the-euro-area-without-the-european-parliament-benoit-hamons-t-dem/>
- “Marine Le Pen’s Constitutional Programme on the European Union: Use, Misuse and Abuse of Referenda”, *VerfassungsBlog*, 5 février 2017, <http://verfassungsblog.de/marine-le-pens-constitutional-programme-on-the-european-union-use-misuse-and-abuse-of-referenda/>
- “The *Delvigne* judgment and the European franchise: going boldly... but perhaps not boldly enough”, *VerfassungsBlog*, 24 oct. 2015, <http://www.verfassungsblog.de/the-delvigne-judgment-of-the-cjeu-going-boldly-but-perhaps-not-boldly-enough/#.VjjWitmyOo8>
- ““Brexit/Scot-in”: could a non-independent Scotland stay in the European Union in case of a Brexit?”, *VerfassungsBlog*, 10 mai 2015, <http://www.verfassungsblog.de/brexitscot-in-could-a-non-independent-scotland-stay-in-the-european-union-in-case-of-a-brexit>

### *Publications en langue française*

- « Nouveau recours en manquement contre la Pologne en matière d’État de droit », billet d’actualité, site internet de l’Association Française d’Etudes Européennes (AFEE),

<https://afee-cedece.eu/nouveau-recours-en-manquement-contre-la-pologne-en-matiere-detat-de-droit/>

## ***Recensions d'ouvrages***

- Cecilia Rizcallah, *Le principe de confiance mutuelle en droit de l'Union européenne: Un principe essentiel à l'épreuve d'une crise de valeurs*, Bruxelles, Bruylant, 2021, *Common Market Law Review* 2022, p. 1239.
- David Ramiro Troitiño, Tanel Kerikmäe et Archil Chochia (dir.), *Brexit. History, Reasoning and Perspectives*, *RTD eur.* 2019. VIII
- Daniel Thym (Ed.), *Questioning EU Citizenship. Judges and the Limits of Free Movement and Solidarity in the EU*. Oxford: Hart Publishing, 2017, *Common Market Law Review* 2018, p. 1641
- Charles Bahurel, Elsa Bernard et Marion Ho-Dac (dir.), *Le Brexit. Enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruxelles : Bruylant – Coll. Droit de l'Union européenne – 2017 – 384 p., *RTDEur.* juillet-septembre 2018, Bibliographie, p. V.

## ***Chroniques***

- Chronique « Droit administratif européen », *Droit administratif*, depuis mars 2014.
- Chronique de jurisprudence de la Cour de justice (avec L. Coutron), *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014.
- Chronique « actualité bibliographique », s. d. S. Pinon, *Constitutions*, de 2010 à 2019.
- Chronique « Le point sur l'Europe », s. d. V. Correia, *JCP A*, de juin 2015 à mars 2016.

## ***Notes de jurisprudence***

- « Coup de semonce de la Cour de justice au secours de l'Etat de droit en Pologne : la loi sur la Cour Suprême violait le droit de l'Union européenne », commentaire de CJUE, grande chambre, 24 juin 2019, *Commission c. Pologne*, aff. C-619/18, *Journal d'actualité des droits européens*, n° 20, 2019.
- « L'insoutenable légèreté de la citoyenneté de l'Union européenne : l'arrêt *Tjebbes* et la perte de nationalité pour les personnes résidant à l'étranger », commentaire de CJUE, grande chambre, 12 mars 2019, *Tjebbes e. a.*, aff. C-221/17, *Journal d'actualité des droits européens*, n° 18, 2019.
- « Abus de confiance... mutuelle. Mandat d'arrêt européen et recul de l'Etat de droit », commentaire de CJUE, grande chambre, 25 juillet 2018, *LM*, aff. C-216/18 PPU, *Journal d'actualité des droits européens*, n° 14, 2018.
- « Droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union « sédentaire » : la CJUE précise encore sa jurisprudence *Ruiz Zambrano* », commentaire de CJUE, grande chambre, 8 mai 2018, *K.A. e. a. contre Belgische Staat*, aff. C-82/16, *Journal d'actualité des droits européens*, n° 12, 2018.
- « La Cour de justice précise les droits des double-nationaux au regard de la citoyenneté de l'Union », commentaire de CJUE, grande chambre, 14 novembre 2017, *Lounes*, aff. C-165/17, *Journal d'actualité des droits européens*, n° 8, 2017.
- « Interférer (avec les droits fondamentaux) est-il toujours légiférer ? Précisions sur la distinction entre actes législatifs et non législatifs en droit de l'Union européenne », commentaire de CJUE, 4ème chambre, 10 septembre 2015, *Parlement européen c. Conseil de l'Union européenne*, aff. C-363/14, *Journal d'actualités des droits européens*, novembre 2015.

- « L'insoutenable légèreté de la distinction entre exécution et délégation en droit de l'Union européenne : l'insertion d'une note de bas de page est une modification de l'acte législatif de base », commentaire de CJUE, grande chambre, 16 juillet 2015, *Commission c. Parlement européen et Conseil*, aff. C-88/14, *Journal d'actualités des droits européens*, octobre 2015.
- « « Dalligate » : le Tribunal de l'UE affirme le caractère volontaire de la démission du commissaire à la santé John Dalli », commentaire de Trib. UE, troisième chambre élargie, 12 mai 2015, *John Dalli c. Commission européenne*, aff. T-562/12, *Journal d'actualités des droits européens*, juin 2015.
- « Menace sur le « régime minceur » législatif envisagé par la Commission Juncker ? La Cour de justice encadre le pouvoir de la Commission de retirer une proposition », commentaire de CJUE, grande chambre, 14 avril 2015, *Conseil de l'Union européenne c. Commission européenne*, aff. C-409/13, *Journal d'actualités des droits européens*, mai 2015.
- « La Cour de justice de l'Union européenne considère que l'accord d'adhésion à la CEDH est incompatible avec les traités », commentaire de CJUE, assemblée plénière, 18 décembre 2014, avis 2/13, *Journal d'actualités des droits européens*, mars 2015.
- « Pour la première fois de son histoire, la Cour européenne des droits de l'homme condamne un Etat partie à indemniser un autre Etat partie », commentaire de Cour EDH, Grande Chambre, 12 mai 2014, *Chypre c. Turquie (satisfaction équitable)*, req. n° 25781/94, *Journal d'actualité des droits européens*, juillet 2014.
- « Quand la Cour de justice veille à la protection des données personnelles : indépendance de l'autorité hongroise de protection des données et invalidation de la directive sur la conservation des données par les fournisseurs de services de communication », commentaire de CJUE, grande chambre, 8 avril 2014, *Commission c. Hongrie*, aff. C-288/12 et CJUE, grande chambre, 8 avril 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12, *Journal d'actualités des droits européens*, juin 2014.

- « la Cour de justice limite son contrôle à l'erreur manifeste d'appréciation quant au choix du législateur européen entre acte délégué et acte d'exécution », commentaire de CJUE, grande chambre, 18 mars 2014, *Commission c. Parlement et Conseil*, aff. C-427/12, *Journal d'actualités des droits européens*, juin 2014.
- « Applicabilité et inapplicabilité de la Charte des droits fondamentaux aux Etats : la ligne jurisprudentielle sinueuse de la Cour », commentaire de CJUE, dixième chambre, 6 mars 2014, *Siragusa*, aff. C-206/13 et de CJUE, deuxième chambre, 27 mars 2014, *Torralbo Marcos*, aff. C-265/13, *Journal d'actualités des droits européens*, avril 2014.
- « L'invocabilité de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans les litiges horizontaux : portée et limites », commentaire de CJUE, grande chambre, 15 janvier 2014, *Association de médiation sociale*, aff. C-176/12, *Journal d'actualités des droits européens*, mars 2014.
- « Importantes précisions de la cour de justice sur la portée du droit d'accès aux informations environnementales détenues par des autorités publiques », commentaire de CJUE, grande chambre, 19 décembre 2013, *Fish Legal et Emily Shirley c. Information Commissioner et autres*, aff. C-279/12, *Journal d'actualités des droits européens*, mars 2014.
- « Une réglementation nationale encadrant les tarifs des organismes privés de certification est compatible avec le droit de l'Union européenne sous réserve de la proportionnalité des tarifs », commentaire de CJUE, quatrième chambre, 12 décembre 2013, *Ministero dello Sviluppo economico, Autorità per la vigilanza sui contratti pubblici di lavori, servizi e forniture c. SOA Nazionale Costruttori – Organismo di Attestazione SpA*, aff. C-327/12, *Journal d'actualités des droits européens*, février 2014 (archivé sur [Academia](#)).
- « Kadi à Strasbourg : la Cour EDH refuse d'appliquer la présomption Bosphorus aux mesures nationales d'exécution des sanctions ciblées onusiennes », commentaire de Cour

EDH, 2<sup>ème</sup> Section, 26 novembre 2013, *Al-Dulimi et Montana Management Inc. C. Suisse*, req. n° 5809/08, *Journal d'actualités des droits européens*, janvier 2014.

- « La Cour consolide et codifie sa jurisprudence relative au droit de séjour des ressortissants d'Etats tiers parents d'enfants citoyens européens », note sous CJUE, deuxième chambre, 10 octobre 2013, *Adzo Domenyo Alokpa e. a.*, aff. C-86/12, *Journal d'actualité des droits européens*, décembre 2013.
- « Les limites de l'assimilation des ressortissants turcs aux citoyens européens : l'imposition d'une obligation de visa n'est pas contraire au régime d'association de la Turquie », commentaire de CJUE, grande chambre, 24 septembre 2013, *Leyla Ecem Demirkan c. Bundesrepublik Deutschland*, aff. C-221/11, *Journal d'actualités des droits européens*, novembre 2013 (archivé sur Academia).
- « Question préjudicielle du Conseil constitutionnel, acte II : Où la Cour admet la possibilité d'un recours suspensif... », commentaire de CJUE, 2<sup>ème</sup> chambre, 30 mai 2013, *Jeremy F. contre Premier ministre*, aff. C-168/13 PPU, *Journal d'actualités des droits européens*, juillet 2013.
- « Brevet de légalité pour l'autorisation de coopération renforcée sur le brevet européen unitaire », commentaire de CJUE, grande chambre, 16 avril 2013, *Royaume d'Espagne et République italienne c. Conseil de l'Union européenne*, aff. jtes C-274/11 et C-295/11, *Journal d'actualités des droits européens*, juin 2013.
- « Est irrecevable le recours en annulation d'un pétitionnaire contre la décision se prononçant sur les suites à donner à une pétition déclarée recevable », commentaire de Trib. UE, sixième chambre, 7 mars 2013, *Peter Schönberger c. Parlement européen*, aff. T-186/11, *Journal d'actualités des droits européens*, mai 2013.
- « Mandat d'arrêt européen, condamnation par défaut et articulation entre droits fondamentaux européens et nationaux », commentaire de CJUE, grande chambre, 26 février 2013, *Stefano Melloni c. Ministerio Fiscal*, aff. C-399/11, *Journal d'actualités des droits européens*, mai 2013.

- [« Champ d'application de la Charte des droits fondamentaux et cumul des sanctions fiscale et pénale », commentaire de CJUE, grande chambre, 26 février 2013, Åklagaren c. Hans Åkerberg Fransson, aff. C-617/10, Journal d'actualités des droits européens, mai 2013.](#)
- [« Nouvelles précisions sur la levée et sur la défense d'immunité des députés européens : encore un arrêt Gollnisch... », Commentaire de Trib. UE, première chambre, 17 janvier 2013, Gollnisch c. Parlement européen, aff. jtes T-346/11 et T-347/11, Journal d'actualités des droits européens, mars 2013.](#)
- [« Transposition de la directive de 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques », in O. Dubos \(s. d.\), Chronique Droit de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, RSDA 2/2012, p. 107, spéc. p. 113, \[http://www.unilim.fr/omij/telechargements/contenus/99\\\_RSDA\\\_2-2012.pdf\]\(http://www.unilim.fr/omij/telechargements/contenus/99\_RSDA\_2-2012.pdf\).](#)
- [« La Cour précise les conditions de l'exception de coopération entre entités publiques en droit des contrats publics », commentaire de CJUE, grande chambre, 19 décembre 2012, Azienda Sanitaria locale di Lecce et Universita del Salento c. ordine degli ingegneri della provincia di Lecce, aff. C-159/11, Journal d'actualités des droits européens, février 2013.](#)
- [« Droit à la vie privée, obligations de déclaration de soupçon pour les avocats et précisions sur la jurisprudence Bosphorus », note sous Cour EDH, cinquième section, 6 décembre 2012, Michaud c. France, req. 12323/11, Journal d'actualités des droits européens, janvier 2013.](#)
- [« Précisions sur la notion de « contrôle conjoint » dans le cadre de l'exception des contrats « in house » », signalement de CJUE, 3ème chambre, 29 nov. 2012, Econord SpA contre Comune di Cagno et Comune di Varese \(C-182/11\) et Comune di Solbiate et Comune di Varese \(C-183/11\), Journal d'actualités des droits européens, décembre 2012.](#)

- « Une différence de solutions juridictionnelles n'est pas une divergence de jurisprudence violant la convention lorsqu'elle se justifie par une différence factuelle et dure moins de deux ans », signalement de Cour EDH, 3ème Section, déc., 13 nov. 2012, *Frimu c. Roumanie et autres requêtes*, n° 5312/11, 45581/11, 45583/11, 45587/11 et 45588/11, *Journal d'actualités des droits européens*, décembre 2012.
- « Quand la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme réécrit sa jurisprudence : l'inapplicabilité de la jurisprudence *Chassagnou* aux propriétaires chasseurs », note sous Cour EDH, Grande Chambre, 4 octobre 2012, *Chabauty c. France*, req. n° 57412/08, *Journal d'actualités des droits européens*, novembre 2012.
- « Un nouvel épisode (décevant) dans la saga des rapports entre CEDH et autres obligations conventionnelles des Etats : condamnation de la Suisse pour mise en œuvre d'une résolution de l'ONU », note sous Cour EDH, grande chambre, 12 septembre 2012, *Nada c. Suisse*, req. n° 10593/08, *Journal d'actualités des droits européens*, novembre 2012.
- « Incohérence du système législatif italien en matière d'accès à la procréation médicalement assistée et au diagnostic préimplantatoire », note sous Cour EDH, deuxième section, 28 août 2012, *Costa et Pavan c. Italie*, req. n° 54270/10, *Journal d'actualités des droits européens*, octobre 2012.
- « Deuxième décision positive de réexamen, par la Cour, d'un arrêt du Tribunal rendu sur pourvoi contre un arrêt du TFP », signalement de CJUE, chambre spéciale prévue à l'article 123 ter du règlement de procédure, déc., 12 juillet 2012, *Arango Jaramillo e.a. c. BEI*, aff. C-334/12 RX, *Journal d'actualités des droits européens*, octobre 2012.
- « L'octroi tardif de radiofréquences au titulaire d'une concession de radiodiffusion viole la liberté d'expression et le droit au respect des biens », note sous CEDH, grande chambre, 7 juin 2012, *Centro Europa 7 S.R.L. et Di Stefano c. Italie*, req. n° 38433/09, *Journal d'actualités des droits européens*, septembre 2012.

- « Quand la Cour EDH (ne) sanctionne (pas) la violation du droit de l'Union : droit à restitution d'une taxe contraire au droit de l'Union et droit au respect des biens », note sous CEDH, troisième section, déc., 3 avril 2012, *Coriolan Gabriel Iovițoni et autres c. Roumanie*, n° 57583/10, 1245/11 et 4189/11, *Journal d'actualités des droits européens*, juillet 2012.
- « Effets de la CEDH dans le droit des Etats membres de l'Union et égalité de traitement entre résidents de longue durée et nationaux en matière d'aide au logement », note sous CJUE, grande chambre, 24 avril 2012, *Servet Kamberaj contre Istituto per l'Edilizia sociale della Provincia autonoma di Bolzano (IPES) et autres*, aff. C-571/10, *Journal d'actualités des droits européens*, juin 2012.
- « Précisions sur la notion de « droit » au sens de l'article 6§1 CEDH », note sous CEDH, Grande Chambre, 3 avril 2012, *Boulois c. Luxembourg*, req. n° 37575/04, *Journal d'actualités des droits européens*, juin 2012.
- « Adhésion de la Croatie à l'Union européenne », *Journal d'actualité des droits européens*, juin 2012.
- « Du cassis de Dijon dans un chaudron londonien : la rétention par la police d'un groupe de personnes pour des motifs d'ordre public n'est pas une privation de liberté », Note sous Cour EDH, Grande chambre, 15 mars 2012, *Austin e. a. c. Royaume-Uni*, req. n° 39692/09, 40713/09, 41008/09, *Journal d'actualités des droits européens*, mai 2012.
- « Excès de vitesse vs excès de pouvoir. Les officiers du ministère public ne sauraient rejeter, en l'absence des motifs prévus par la loi, une requête aux fins de contestation d'une amende forfaitaire pour infraction à la législation routière », Note sous Cour EDH, cinquième section, 8 mars 2012, *Cadène c. France*, req. n° 12039/08 et Cour EDH, cinquième section, 8 mars 2012, *Célice c. France*, req. n° 14166/09, *Journal d'actualités des droits européens*, mai 2012.
- « Validations législatives, droit de l'environnement et droit à un recours contre un acte législatif », Note sous CJUE, quatrième chambre, 16 février 2012, *Marie-Noëlle Solvay*

*e.a. c. Région wallonne, aff. C-182/10, Journal d'actualités des droits européens, mai 2012.*

- « Les déclarations publiques de personnalités politiques peuvent remettre en cause l'impartialité objective des juridictions nationales », Note sous Cour EDH, cinquième section, 9 fév. 2012, *Kinsky c. république tchèque*, n° 42856/06, *Journal d'actualités des droits européens*, avril 2012.
- « Précisions sur les modalités de régularisation de l'irrecevabilité d'un recours devant l'OHMI », Note sous CJUE, deuxième chambre, 19 janv. 2012, *Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) contre Nike International Ltd*, aff. C-53/11 P, *Journal d'actualités des droits européens*, mars 2012.
- « Développements jurisprudentiels relatifs à la détention de sûreté en Allemagne », Note sous Cour EDH, cinquième section, 24 nov. 2011, *O.H. c. Allemagne*, req. n° 4646/08 et Cour EDH, cinquième section, 24 nov. 2011, *Schönbrod c. Allemagne*, req. n° 48038/06, *Journal d'actualités des droits européens*, déc. 2011.
- « Une procédure de restitution d'un terrain collectivisé par le régime communiste doit être suffisamment efficace pour éviter un délai déraisonnable d'indemnisation », Note sous Cour EDH, quatrième section, 15 nov. 2011, *Sivova et Koleva c. Bulgarie*, req. n° 30383/03, *Journal d'actualités des droits européens*, déc. 2011.
- « Applicabilité du traité de Lisbonne aux litiges en cours, autorité des arrêts de la Cour suprême et précision de la notion de « centre des intérêts principaux » », Note sous CJUE, première chambre, 20 octobre 2011, *Interedil Srl, en liquidation contre Fallimento Interedil Srl et Intesa Gestione Crediti SpA*, Affaire C-396/09, *Journal d'actualités des droits européens*, nov. 2011.
- « La mention « prostituée » sur un fichier de police est inconventionnelle car faiblement étayée », Note sous Cour EDH, deuxième section, 18 octobre 2011, *Khelili c. Suisse*, n° 16188/07, *Journal d'actualités des droits européens*, nov. 2011.

- [« Une divergence de jurisprudence entre ordres juridictionnels ne viole pas, en principe, le droit à un procès équitable »](#), Note sous Cour EDH, grande chambre, 20 octobre 2011, *Nejdet Şahin et Perihan Şahin c. Turquie*, n° 13279/05, *Journal d'actualités des droits européens*, nov. 2011.
- [« Dépôt et signification des actes de procédures par la voie de l'application e-Curia », Signalement de la décision de la Cour de justice du 13 septembre 2011 relative au dépôt et à la signification d'actes de procédure par la voie de l'application e-Curia \(2011/C 289/06\), de la décision du Tribunal du 14 septembre 2011 relative au dépôt et à la signification d'actes de procédure par la voie de l'application e-Curia \(2011/C 289/07\) et de la Décision du Tribunal de la fonction publique n° 3/2011 prise lors de la réunion plénière du 20 septembre 2011 relative au dépôt et à la signification d'actes de procédure par la voie de l'application e-Curia \(2011/C 289/08\)](#), *Journal d'actualités des droits européens*, oct. 2011.
- Note sous l'arrêt CJUE, 15 juillet 2010, *Commission c. Allemagne*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2011, 2039.
- Note sous l'arrêt CJCE, 17 nov. 2009, *Presidente del Consiglio dei Ministri*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2010, 2167.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 25 juin 2009, *Zouboulidis c. Grèce (n° 2)*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2010, 2078.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 15 janvier 2009, *Guillard c. France*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2009, 2295.
- Note sous l'arrêt CJCE, 16 déc. 2008, *Arcelor Atlantique et Lorraine*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2009, 2189.
- Note sous l'arrêt CJCE, 17 juill. 2008, *Arcor*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2009, 2162.

- Note sous l'arrêt Cour EDH, 28 février 2008, *Saadi*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2289.
- Note sous l'arrêt CJCE, 13 mars 2008, *Vereniging Nationaal Overlegorgaan Sociale Werkvoorziening*, in Dubos O. et Szymczak D. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2289.
- Note sous les arrêts CJCE, 11 décembre 2007, *Viking* et 18 décembre 2007, *Laval*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2225.
- Note sous l'arrêt CJCE, 13 décembre 2007, *United Pan-Europe e. a.*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2225.
- Note sous l'arrêt CJCE, 23 octobre 2007, *Commission c. Conseil*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2188.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 4 oct. 2007, *Le Stum*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2188.
- Note sous l'arrêt TPICE, 11 juillet 2007, *Asklepios Kliniken*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2165.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 26 juillet 2007, *Sayoud*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2165.
- Note sous l'arrêt CJCE, 7 juin 2007, *Van der Weerd*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2025.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 12 juin 2007, *Frérot*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2008, 2025.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 24 avril 2007, *Lombardo*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2007, 2315.

- Note sous l'arrêt CJCE, 13 mars 2007, *Unibet*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2007, 2315.
- Note sous l'arrêt CJCE, 13 juin 2006, *Traghetti del Mediterraneo*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2006, 1238.
- Note sous l'arrêt Cour EDH, 15 juin 2006, *Lykourazos*, in Dubos O. (dir.), *Chronique Europe, JCP A*, 2006, 1238.

## Activités de recherche et animation de la recherche

---

### Sociétés savantes :

- Membre du Comité scientifique du GIS Eurolab
- Membre de l'Association Française des Etudes Européennes
  - o Evaluation de thèses dans le cadre du prix de thèse Pierre-Henri Teitgen
- Membre de la *International Society of Public Law (ICON-S)*

Mai 2024 : co-direction, avec le Pr. Andras Jakab de l'Université de Salzbourg, d'un dossier spécial sur la désignation de la Commission européenne dans la Revue de l'Union européenne.

7 juin 2023 : Modérateur lors de la conférence de F. Tulken « Les procès climatiques et les droits de l'homme », Université de Bordeaux.

2023 : co-direction (avec L. Azoulai) du rapport français sur le thème I (Etat de droit et confiance mutuelle) à l'occasion du 30<sup>ème</sup> congrès de la Fédération Internationale de Droit Européen (FIDE), Sofia, 31 mai – 3 juin 2023.

<https://cic.events/fide/fide-publications-vol-1.pdf>

2023-2024 : en charge du Work Package 1.3 (Analyse des contentieux de discrimination) du projet international et multidisciplinaire UNDETERRED sur les discriminations systémiques, financé par l'Union européenne (Horizon). Dans le cadre de ce projet :

- J'ai dirigé une équipe de juristes multinationale (Canada, Espagne, France, Pays-Bas, Roumanie, Suisse) chargée d'analyser les Droits et la jurisprudence nationaux afin de déterminer si les outils existant en matière de discrimination systémique sont efficaces. Ce travail a donné lieu à la reddition, à la Commission européenne, de six rapports nationaux ;
- J'ai dirigé une chercheuse postdoctorale qui a mené cette étude dans le cas français.
- J'ai organisé une conférence à Barcelone autour de la présentation des résultats des rapports le 12 mars 2024 (Université de Barcelone). J'ai, au cours de cette conférence, animé la table ronde de restitution des rapports nationaux.

6 juillet 2021 : participation (en ligne) au Congrès annuel de ICON.S (discussion de l'ouvrage « Citizenship » de Dimitry Kochenov).

28 mars 2019 : Participation à un atelier sur le recul de l'Etat de droit en Europe organisé dans le cadre du projet Reconnect (Horizon 2020) à l'Université de Princeton (Etats-Unis).

Du 8 au 10 février 2017 : participation aux ateliers « Convergence du droit et du numérique ». ses ateliers, organisés par l'Université de Bordeaux, ont consisté en une rencontre entre juristes et informaticiens sur des thématiques susceptibles d'une approche interdisciplinaire. Le projet doit donner lieu à la création de binômes juristes-informaticiens en vue d'un colloque au mois de septembre. J'ai proposé la thématique de la justice prédictive.

Membre du groupe de recherche sur le droit administratif transnational mis en place sous l'impulsion du Pr. J.-B. Auby.

12 mai 2016 : présidence de la demi-journée intitulée « Le cadre général de la lutte antiterroriste en Europe » in *Les politiques criminelles anti-terroristes en Europe*, Colloque annuel de droit pénal comparé de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, s. d. A. Gogorza et M. Lacaze, maîtres de conférences à l'université de Bordeaux.

Co-organisateur (avec le Pr. Pascal Kauffmann) des séminaires doctoraux du CRDEI (bimestriels) depuis 2015.

Membre du Comité scientifique du colloque *L'œuvre législative de vichy d'hier à aujourd'hui : rupture(s) et continuité(s)*, Université Savoie Mont Blanc, Jeudi 23 et Vendredi 24 octobre 2014

Membre, au titre de l'Université de Bordeaux, du Consortium de recherche « Charterclick ! » piloté par l'Université de Florence de 2015 à 2017 (janvier).

- Le programme de recherche « Charterclick ! », soutenu financièrement par la Commission européenne, a pour but de faciliter l'utilisation de la Charte des droits

fondamentaux de l'Union européenne. Ses principaux objectifs sont la constitution d'une « chek-list » permettant aux usagers du droit de déterminer l'applicabilité de la Charte à un litige donné et l'élaboration d'une base de données regroupant la jurisprudence (nationale de plusieurs pays et européenne) utilisant la Charte.

- A ce titre :

- j'ai encadré un jeune chercheur chargé de collecter la jurisprudence française,
- j'ai participé aux réunions régulières du Comité de pilotage
- j'ai participé, le 18 mars 2016, à un atelier sur l'application de la Charte des droits fondamentaux par les organes nationaux de protection des droits fondamentaux, au cours de laquelle j'ai présenté l'utilisation de la Charte par le Défenseur des droits
- j'ai organisé, le 12 juillet 2016, un atelier d'expérimentation des outils Charterclick à un panel composé d'avocats, de juges et d'intermédiaires de victimes (ONG, Défenseur des droits) à l'Ecole Nationale de la Magistrature (Bordeaux)
- j'ai participé, le 28 octobre 2016, à une conférence sur les résultats et perspectives du projet, où j'ai présenté une analyse de l'utilisation de la Charte par les juridictions françaises
- j'ai organisé, le 26 janvier 2017, un atelier de dissémination du site Charterclick à un panel composé d'avocats, de juges et d'intermédiaires de victimes (ONG, Défenseur des droits) à l'Ecole Nationale de la Magistrature (Bordeaux)

Membre du Comité de pilotage du Partenariat institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) CRDEI – SOS Racisme intitulé « **Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité en Ile-de-France** » depuis décembre 2012

- co-organisation, à ce titre, d'une Journée d'études intitulée *Sanctionner les discriminations : perspectives croisées*, Bordeaux, Ecole nationale de la magistrature, 3 avril 2013

12 avril 2013 : présidence de la demi-journée intitulée « L'Union européenne, moteur de concurrence dans le secteur de la santé », in *Santé et concurrence. Vers une nouvelle conception marchande de la santé ?*, colloque organisé par

l'Association des Etudiants en Droit de la Santé, Université Montesquieu  
Bordeaux IV

13 avril 2012 : présidence de la table ronde « L'« apénalisation » de la procédure de retour »  
in *Le droit pénal des étrangers : une législation aux frontières du droit répressif*, s. d. M. Lacaze, Université Montesquieu Bordeaux IV, publié in  
*Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice de Bordeaux*, Paris,  
Cujas, vol. 2, 2013, pp. 197 s., spéc. pp. 241 s.

6 mars 2012 : organisation et présidence d'une conférence intitulée « **la réforme de l'Union  
économique et monétaire** », avec Jean-Baptiste Laignelot, maître des  
requêtes, conseiller aux affaires juridiques au Secrétariat général aux affaires  
européennes, et Pascal Kauffmann, Professeur d'économie à l'Université  
Montesquieu Bordeaux IV, Université Montesquieu Bordeaux IV

2008-2009 : **Post-doctorat** (contrat région)

**Thème : recherche interdisciplinaire sur la notion de langue minoritaire  
dans les Etats membres du Conseil de l'Europe**

Directeur : M. le Pr. O. Dubos

Coordination scientifique du projet : Mme V. Bertile (MCF, droit) et M. A.  
Viaut (CNRS, linguiste)

Description : ce projet de recherches interdisciplinaire (juristes et  
linguistes principalement) porte sur l'étude des langues minoritaires en Europe,  
et plus particulièrement sur les notions utilisées pour décrire ces langues, que  
ce soit dans les travaux scientifiques ou dans les divers actes juridiques  
(nationaux, régionaux et internationaux) qui les concernent.

Les principales activités du groupe de recherche sont :

- l'élaboration d'une **base informatisée de données juridiques**  
et scientifiques contenant des extraits d'actes et de textes  
scientifiques relatifs aux langues minoritaires, permettant une  
étude des diverses notions utilisées dans leur contexte à des fins  
documentaires et de recherche (accessible sur le site de la

Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine :  
<http://www.msha.fr/baseclme/index.php>);

- l'organisation régulière de **séminaires d'études** centrés sur une langue ou une notion spécifique
- l'organisation de plusieurs **journées d'études** portant sur une aire géographique déterminée (Espagne-Portugal, Allemagne-Autriche, Royaume-Uni-Irlande ; Russie et aire russophone)

## Directions de thèse et participations à des jurys de thèse

---

### *Directions de thèse*

- Angrisani Roberto, *L'action de la Cour de justice de l'Union Européenne en matière de protection de droits fondamentaux dans le procès pénal interne. Perspectives de fédéralisation du système judiciaire pénal européen et nouvelles voies de dialogue avec le système canadien*, Université de Bordeaux – Université Laval (Québec), thèse soutenue le 18 décembre 2020 (en co-tutelle avec le Pr. O. Delas).
- Elkind Damien, *Le champ d'application spatial des actes administratifs. Etude de droit administratif transnational*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 5 décembre 2018 (en co-direction avec le Pr. O. Dubos).
- Faillieres Delhalle Louis-Pierre, *L'interprétation de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE par la Cour de justice de l'Union européenne, Contribution à l'étude du rôle du principe de protection juridictionnelle effective dans le système juridictionnel européen*, thèse en cours (en co-direction avec le Pr. O. Dubos)
- Guset Victor, *La mise en œuvre nationale de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 9 décembre 2017(en co-direction avec le Pr. O. Dubos).
- Meloni Lea, *Le statut de l'Etat régional membre de l'Union européenne*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 7 juillet 2020.
- Mohamed Ayman, *La question prioritaire de constitutionnalité en droit public français et égyptien*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 19 mars 2015.

- Mora Burbano Ivonny Carolina, *Le statut du droit international au sein des constitutions sud-américaines*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 11 décembre 2019 (en co-direction avec le Pr. O. Dubos).
- Sompougdou Jean-Marie, *L'alternance démocratique dans les Constitutions des Etats de l'Afrique noire francophone : cas du Sénégal, du Bénin et du Burkina Faso*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 12 décembre 2019.
- Ubushieva Baïna, *L'intérêt général dans le système de la Convention européenne des droits de l'homme*, Université de Bordeaux, thèse soutenue le 18 décembre 2019 (en co-direction avec le Pr. D. Szymczak).

### ***Participation à des jurys de thèse et de HDR***

- Alsalm Abdallah, *La sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en droit international*, thèse Bordeaux IV, s. d. L. Lankarani, le 13 avril 2011 (rapporteur).
- Amaritei Irina, *La fondamentalité dans le droit de l'Union européenne*, thèse Montpellier, s.d. C. Vial, le 21 décembre 2023 (rapporteur).
- Benelbaz Clément, *Les doctrines du corporatisme : IIIème République, Vichy, aujourd'hui*, HDR, Université Savoie-Mont-Blanc, s. d. F. Melleray, le 11 mai 2023 (rapporteur).
- Bonneau Raphaël, *La répartition de la responsabilité entre l'Union européenne et ses Etats membres en matière de droits fondamentaux. Essai de systématisation*, thèse Montpellier, s. d. Frédérique Coulée et Claire Vial, le 4 novembre 2020.
- Charpenet Emilie, *Le droit à l'éducation des filles : approche de droit international et européen*, thèse Bordeaux, s. d. A.-M. Tournepeiche, le 30 novembre 2018.

- Châtelet Pauline, *Le contrôle des mesures nationales d'application du droit de l'Union européenne. Bilan et perspectives à partir du cas français*, thèse Poitiers, s. d. A. Ondoua, le 23 juin 2015 (rapporteur).
- Darbousset Charley, *La notion de péréquation en droit public français*, thèse La Rochelle, s. d. A. Van Lang, le 5 juillet 2011 (président).
- Dupéré Olivier, *Le fédéralisme normatif en droit constitutionnel français : l'alinéa 15 du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946*, thèse Bordeaux IV, s. d. F. Melin-Soucramanien, le 4 novembre 2010 (rapporteur).
- Grigonis Simas, *Jurisdictional Interaction Between the Court of Justice of the European Union (CJEU) and International Dispute Settlement Bodies: EU Law Perspective*, thèse Mykolas Romeris (Vilnius, Lituanie), s.d. R. Valutyté, le 30 juillet 2020 (rapporteur).
- Gajic Sandra, *Le jeu des négociations entre l'Union européenne et la Serbie : les critères politiques (2000-2018)*, thèse Bordeaux, s. d. Ph. Claret, le 18 décembre 2018.
- Hervois Johan, *La production de la norme juridique en matière scientifique et technologique*, thèse La Rochelle, s. d. B. Faure, le 30 juin 2011.
- Jaureguiberry Arnaud, *La situation purement interne*, thèse Bordeaux, s. d. O. Dubos, le 12 décembre 2015.
- Jouffroy B., *Les prérogatives de puissance publique*, thèse La Rochelle, s. d. A. van Lang, 6 juil. 2012.
- Koki Hubert, *Les droits fondamentaux des personnes morales dans la Convention européenne des droits de l'homme*, thèse La Rochelle, s. d. J. Andriantsimbazovina, le 13 décembre 2011 (président).

- Laurent Aurélie, *Plurijuridismes, juges suprêmes et droits fondamentaux : étude comparée entre l'Union européenne et le Canada*, thèse Toulouse – Ottawa, s. d. G. Otis et F. Rueda, le 30 octobre 2015 (rapporteur).
- Lobier Vanessa, *La protection équivalente des droits fondamentaux en Europe*, thèse Grenoble, s. d. R. Tinière, le 23 novembre 2016 (rapporteur).
- Noureau Aurélie, *L'Union européenne et les collectivités locales*, thèse La Rochelle, s. d. H. Gaudin, le 2 avril 2011 (président).
- Ouedraogo Séni Mahamadou, *La lutte contre la fraude à la constitution en Afrique noire francophone*, thèse Bordeaux IV, s. d. J. du Bois de Gaudusson, le 16 mai 2011 (rapporteur).
- Popravka Lencka, *Le contrôle des valeurs de l'Union au prisme de l'article 7 TUE*, thèse Grenoble, s.d. C. Schneider, le 29 septembre 2022 (rapporteur).
- Teweleit Sarah, *Le droit d'agir devant la Cour européenne des droits de l'homme*, thèse Bordeaux, s. d. D. Szymczak, le 10 mars 2017.

## Responsabilités éditoriales

---

Depuis 2014 : **Membre du comité de lecture de la revue *International Comparative Jurisprudence*** (revue juridique éditée par l'Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie)

Depuis 2013 : **Membre du comité de lecture de la revue des droits et libertés fondamentaux** (revue en ligne) <http://www.revuedlf.com>

2012-2022 : **Co-directeur de publication du Journal d'Actualité des Droits européens** (revue en ligne) <http://revue-jade.eu/indexub>

## Prix et récompenses

---

- Prix de la fondation Alexandre et Marguerite Varenne (2008)

## Activités pédagogiques

---

### *Cours et travaux dirigés*

2012- : **Professeur** de droit public

Université de Bordeaux

- Université de Bordeaux

o En langue anglaise

**Séminaire « French Court System »**, China – Bordeaux Summer School

**Cours « Introduction to European Union Law »**, Northern Illinois University Summer School

**Cours magistral « EU External relations »**, Master 1 droit européen

**Cours magistral « European Institutions »** (Licence 3 Economie - European Track et Master 1 European Business Administration)

**Cours magistral « European competition law and policy »** (Licence 3 European economics and policy)

**Cours magistral “Foreign Administrative Law”** (Licence 2 droit)

o En langue française

**Séminaire de méthodologie de la recherche**, DU droit, société et religion

**Cours magistral de droit administratif** (L2 AES)

**Cours magistral de droit institutionnel de l’Union européenne** (L2 AES, L2 droit)

**Cours magistral « Europe et collectivités locales »** (Licence professionnelle métiers de l’administration territoriale)

**Séminaire « Europe et collectivités locales »** (Master 2 droit communautaire et européen et Master 2 droit des collectivités locales)

**Séminaire « droit des contrats publics »** (Master 2 droit public des affaires)

**Séminaire « services publics et régulation »** (Master 2 droit public des affaires)

**Séminaire « L’Etat de droit, ses remises en cause et les mécanismes pour le protéger »** (Prépa ENM)

- Sciences Po Bordeaux

**Conférences de questions européennes** (Prép'ENA / Prépa INSP, IEP de Bordeaux)

- Nantes

**Séminaire « Le champ d'application personnel de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne »** (Master 2 droit de l'Union européenne)

- Strasbourg

Participation en tant que membre de jury au **concours européen des droits de l'homme René Cassin**, avril 2013.

- A l'étranger

**Cycle de conférences “The Crisis of values in the European Union”**, Université de Sofia (Bulgarie), 13 et 14 décembre 2022

**Séminaire « L'Union européenne et les tensions territoriales »**, Université de Cagliari, 2017

**Cours magistral, EU Institutional System** (Master European Union Law and Governance, Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie)

2010-2012 : **Professeur** droit public

Université de La Rochelle

- Toulouse

**European Fundamental Rights** (Master International and European Law) jusqu'en 2023

- La Rochelle

**Cours magistral de droit administratif** (L2 droit)

**Cours magistral de contentieux administratif** (L3 droit)

**Cours magistral de droit institutionnel de l'Union européenne** (L3 droit)

**Cours magistral de droit des collectivités locales** (M1 droit)

**Séminaires de procédure administrative** (Master 2 droit processuel)

**Séminaires de droit de l'Union européenne** (CPCA/IEJ)

- Bordeaux

**Cours magistral « Europe et collectivités locales »** (Licence professionnelle métiers de l'administration territoriale)

**Séminaire « Europe et collectivités locales »** (Master 2 droit communautaire et européen)

**Séminaires « droit des contrats publics »** (Master 2 droit public des affaires)

**Séminaires « droit du marché intérieur et droit de la concurrence »**  
(Magistère économie et finance internationales, 2<sup>ème</sup> année)

**Conférences de droit du marché intérieur** (IEJ-CRFPA)

**Conférences de questions européennes** (Prép'ENA)

- *A l'étranger*

**Cours magistral intitulé « Culture juridique française »** (Licence franco-allemande, Université de Bayreuth, Allemagne)

**Cours magistral, EU Institutional Law** (Master 2 European Union Law and Governance, Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie)

**Cours, Introduction to French Law**, Gujarat National Law University, Gandhinagar, Inde (2010)

2009-2010 : **MCF droit public**

Université Montesquieu Bordeaux IV

- *En France*

**Cours magistral de droit communautaire** (2<sup>ème</sup> année AES à Bordeaux et au Département d'Etudes Juridiques d'Agen)

**Cours magistral d'introduction au droit international public** (2<sup>ème</sup> année droit)

**Séminaire de contentieux communautaire** (M2 carrière judiciaire et M2 contentieux public)

**Séminaire sur « Europe et collectivités locales »** (M2 droit européen)

**Travaux dirigés de droit communautaire** (3<sup>ème</sup> année de droit)

Responsables : Mme F. FINES et Mme le Pr. M. GAUTIER

**Travaux dirigés de droit des contrats publics** (4<sup>ème</sup> année de droit)

Responsable : M. le Pr. J.-F. BRISSON

- A l'étranger

**Droit de l'Union européenne et droit public français**, Conférence,  
Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie

2008-2009 : **CEV** Droit public  
Université Montesquieu Bordeaux IV

- En France

**Travaux dirigés de droit communautaire** (3<sup>ème</sup> année de droit)

Responsables : Mme F. FINES et Mme le Pr. M. GAUTIER

**Travaux dirigés de droit des contrats publics** (4<sup>ème</sup> année de droit)

Responsable : M. le Pr. J.-F. BRISSON

**Travaux dirigés de droit du marché intérieur** (4<sup>ème</sup> année de droit)

Responsable : M. le Pr. O. Dubos

- A l'étranger

**Cours de droit du marché intérieur** au Centre franco-biélorusse (Minsk)  
(4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année de droit)

2007-2008 : **ATER** Droit public  
Université Montesquieu Bordeaux IV

**Travaux dirigés de droit constitutionnel** (1<sup>ère</sup> année de droit)

Responsable : M. le Pr. F. MÉLIN-SOUCRAMANIEN

**Travaux dirigés de droit administratif** (2<sup>ème</sup> année de droit)

Responsables : MM. les Pr. J.-F. BRISSON et O. Dubos

**Travaux dirigés de droit du contentieux administratif** (3<sup>ème</sup> année de droit)

Responsable : M. B. NOYER

2006-2007 : **ATER** Droit public  
Université Montesquieu Bordeaux IV

**Travaux dirigés de droit administratif** (2ème année de droit)

Responsables : MM. les Pr. J.-F. BRISSON et O. Dubos

**Travaux dirigés de droit du contentieux administratif** (3ème année de droit)

Responsable : M. B. NOYER

2005-2006 : **ATER** Droit public

Université Montesquieu Bordeaux IV

**Travaux dirigés de droit administratif** (2ème année de droit)

Responsables : MM. Les Pr. J.-F. BRISSON et C. GRELLOIS

**Travaux dirigés de droit du contentieux administratif** (3ème année de droit)

Responsable : M. le Pr. F. MELLERAY

2004-2005 : **Allocataire moniteur**

Université Montesquieu Bordeaux IV, CIES Aquitaine Outre-mer

**Travaux dirigés de droit administratif** (2ème année de droit)

Responsables : MM. Les Pr. J.-F. BRISSON et C. GRELLOIS

2003-2004 : **Allocataire moniteur**

Université Montesquieu Bordeaux IV, CIES Aquitaine Outre-mer

**Travaux dirigés de finances publiques** (2ème année de droit, Centre universitaire d'Agen et Institut d'Études Juridiques et Économiques de Périgueux)

Responsable : M. A. PARIENTE

2002-2003 : **Agent temporaire vacataire d'enseignement**

Université Montesquieu Bordeaux IV

**Travaux dirigés de droit constitutionnel** (1ère année AES)

Responsable : M. le recteur A. POUILLE

**Travaux dirigés de finances publiques** (2ème année de droit, Institut d'Études Juridiques et Économiques de Périgueux)

Responsable : M. A. PARIENTE

### ***Autres activités pédagogiques***

- **Mentorat** dans le cadre de la [“Our Rule of Law Academy”](#), 2022-2023
  - o Our Rule of Law Academy est un programme initié par des étudiantes de l'Université de Groningen (Pays-Bas), dans le cadre duquel plusieurs groupes multinationaux d'étudiants étaient invités à rédiger ensemble des propositions destinées aux acteurs institutionnels de l'Union européenne en vue d'améliorer la protection de l'Etat de droit en Europe. Ces propositions ont été présentés à des parties prenantes lors d'un évènement à Bruxelles (Belgique) les 16 et 17 mars. J'ai assuré le co-mentorat, avec le Dr. Cassandra Emons (Postdoctoral Fellow, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University), du groupe chargé de réfléchir sur la protection des démocraties nationales. Un [rapport](#) regroupant les différentes propositions est disponible en ligne.
  
- Porteur de projet d'une **Ecole d'automne en partenariat avec l'Université de Belgrade** dans le cadre du projet « ES-Balk Enseignement supérieur dans les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie) » soutenu par le Ministère des affaires étrangères, 2021-2022
  - o La première école d'automne a eu lieu du 14 au 18 novembre 2022 à l'Université de Belgrade (Serbie)

## **Responsabilités administratives et autres activités professionnelles**

---

Depuis 2016 :

- Directeur du Master de Droit européen
- Co-responsable du Diplôme d'Université Droit, société et religion

7 novembre 2018 : membre du groupe d'experts HCERES d'évaluation de l'Institut de droit public (Université Paris sud)

2016-2020 : Vice-Président de la **Section de droit public de l'Université de Bordeaux**.

2015-2017 : représentant de l'Université de Bordeaux au Conseil d'administration de la **Maison de l'Europe Bordeaux Aquitaine**

2014 : Président du **jury de l'examen d'entrée à l'école d'avocats de Bordeaux**

Depuis 2013 : expert auprès du **Fonds National de la Recherche (Luxembourg)** – évaluation des projets post-doctoraux (**en langue anglaise**)

Mars 2013 : Représentation de l'Université Montesquieu Bordeaux IV au premier « meeting of trustees » de la **European Law and Governance School** de l'Organisation européenne de droit public (Bruxelles)

2013-2023 : Coordinateur du Summer School Programme du Forum Montesquieu (Idex) incluant :

- la **Northern Illinois University Summer School** (programme d'échange entre étudiants de l'Université de Bordeaux et étudiants de la Northern Illinois University)
- **China – Bordeaux Summer School** (programme d'étude avancé à destination d'étudiants chinois en coopération avec l'ambassade de France en Chine)

2012-2013 : correcteur et examinateur pour le **troisième concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration**

2011-2012 : Participation à la **Clinique des droits fondamentaux** (Université de Caen-Basse Normandie)

Depuis 2011 : **Fondateur et directeur du Master 2 Droit et gouvernance de l'Union européenne**, Université de Bordeaux (délocalisé – Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie)

2011-2012 : **Co-directeur du Master 2 Juriste européen et international**, Université de La Rochelle

## Diffusion de la recherche

---

### *Conférences grand public*

- « L'Union européenne : une Union fédérale ? », Institut français de Russie, le 4 avril 2023.
- « L'État de droit dans l'Union européenne est-il menacé ? », in *L'Europe, le grand défi de notre temps*, colloque organisé par l'Alliance Centriste au Sénat le 9 février 2019, <http://www.alliancecentriste.fr/wp-content/uploads/Actes-L%E2%80%99Europe-le-grand-de%CC%81fi-de-notre-temps.pdf>
- Participation à une table ronde intitulée *Enjeux et opportunités du Brexit en Nouvelle-Aquitaine*, 8 février 2019, INSEEC (Bordeaux), organisée par le cabinet HOPE et Egemone Consulting avec Madame Dominique David, Députée de la 1ère circonscription de Gironde.
- Participation à une conférence intitulée *The European Parliament, Heart of European Democracy?* organisée par la Fondation Robert Schumann et l'association In.europa, Varsovie, le 9 mai 2018.
- Animation d'une conférence intitulée « Les Roms : des citoyens européens comme les autres ? » dans le cadre de la quinzaine de l'égalité, avec la participation de Paul Cesso (Avocat au Barreau de Bordeaux), Marie-Pierre Dupuy (Première conseillère à la Cour administrative d'appel de Bordeaux) et Morgan Garcia (Coordinateur de la mission Squats chez Médecins du Monde), le jeudi 29 septembre 2016 de 18h à 20h, Amphithéâtre J. Ellul, Pôle Juridique et Judiciaire, Bordeaux.
- « Le Nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne. Compromis, compromission ou cosmétique ? », café européen, Vendredi 19 février 2016 à 19h00 à L'Oenolimit (Bordeaux), avec Laurent Pech (Université Middlesex)

- « A quoi sert l'Union européenne ? », Conférence grand public, 14 avril 2014, Pôle juridique et judiciaire, Bordeaux.
- « Le service public », conférence à l'Université du Temps Libre de La Rochelle, 23 avril 2012.

### ***Articles et tribunes dans la presse généraliste***

- « Crise du Covid-19 : cessons de blâmer l'Union européenne ! », *Les Echos*, 12 mars 2020.
- « Plan de relance européen : « Il existe des moyens de contourner le veto polono-hongrois et d'adopter ce plan entre les 25 autres Etats membres » », tribune parue dans *Le Monde*, 24 novembre 2020.
- « Hongrie et Pologne : « Que fait l'Union européenne pour éviter l'effondrement de l'Etat de droit dans deux de ses pays membres ? Rien, ou si peu » », tribune parue dans *Le Monde*, 23 octobre 2020.
- « L'accord de retrait ne règle pas de façon pérenne les relations entre l'UE et le Royaume-Uni », tribune parue dans *Le Monde*, 16 décembre 2019.
- « Affaire Selmayr : les eurodéputés lancent la campagne », article paru dans *Libération*, 7 avril 2019 (avec M.-L. Basilien-Gainche, A. Vauchez, et G. Sacriste).
- « Les élections européennes et l'érosion de la démocratie libérale en Europe », *Les Echos*, 3 avril 2019.
- « Faute d'un accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'Union, le "Brexit" pourrait s'imposer », article paru dans le journal *Le Monde*, 12 juillet 2016 (avec F. Martucci).

- « Accord Londres-Bruxelles : beaucoup de bruit pour rien », article paru dans le journal *Sud-Ouest*, 1<sup>er</sup> mars 2016
- « L'enjeu de la libre circulation au sein de l'espace Schengen », article paru dans le journal *Sud-Ouest*, 16 mai 2014.

## ***Expertise***

- Expert national Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne pour l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) depuis 2022.
- Expert pour le Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS (Belgique) depuis 2019.
- Expert pour le Fonds National de la Recherche (Luxembourg) depuis 2012.
- 2024 : expert évaluateur pour le University Research Promotion Fund 2023 de l'Université Mykolas Romeris (Vilnius, Lituanie)
- Co-direction (avec L. Pech) du rapport intitulé [\*La résistance du système juridique français à un potentiel « choc autoritaire »\*](#), à l'initiative des eurodéputés Verts/ALE Gwendoline Delbos-Corfield et Philippe Lamberts, juillet 2022
  - Présentation du rapport au Parlement européen et au Sénat, 8 et 9 septembre 2022
  - Présentation du rapport à Lyon, Maison de l'Europe, le 31 mars 2023
  - Présentation du rapport à Paris, Maison Maria Deraismes, le 26 novembre 2024
- Rencontre avec la Commission de réflexion de la Cour de cassation, mission « Cour de cassation du futur 2020-2030 », 19 novembre 2020.
- Participation au [rapport intitulé \*Le confinement forcé général est-il légal ? France, droits fondamentaux et urgence sanitaire\* présenté par l'Institut des droits de l'homme](#)

[du Barreau de Paris \(IDHBP\) et l'Institut des droits de l'homme des avocat\(e\)s européen\(e\)s \(IDHAE\)](#), octobre 2020.

- Participation à un appel à contributions de la Commission européenne sur l'Etat de droit le 3 avril 2019 : CONTRIBUTION TO THE DEBATE ON FURTHER STRENGTHENING THE RULE OF LAW WITHIN THE UNION (Commission communication COM(2019) 163 final)
  - Contribution à: Kochenov D. et Pech L. (dir.), “Strengthening the Rule of Law Within the European Union: Diagnoses, Recommendations, and What to Avoid” ([https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/stakeholder\\_contribution\\_on\\_rule\\_of\\_law\\_-\\_reconnect.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/stakeholder_contribution_on_rule_of_law_-_reconnect.pdf)), aussi publié comme Policy Brief sur le site internet du projet RECONNECT (H2020) : <https://reconnect-europe.eu/news/policy-brief-june-2019/>
  - Contribution à : “Rule of Law within the Union – comments and answers”, commentaires présentés pour le compte du Réseau européen d'experts en droit Trans Europe Experts TEE (<https://www.transeuropeexperts.eu/>) et du Centre de recherche sur les conflits, liberté et sécurité CCLS (<http://www.ccls.eu/fr/>) : [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/stakeholder\\_contribution\\_on\\_rule\\_of\\_law\\_-\\_trans\\_europe\\_experts-centre\\_de\\_recherche\\_sur\\_les\\_conflits\\_liberte\\_et\\_securite.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/stakeholder_contribution_on_rule_of_law_-_trans_europe_experts-centre_de_recherche_sur_les_conflits_liberte_et_securite.pdf)

### ***Divers***

- « Assistants parlementaires européens : qu'est-ce qui est reproché à Marine Le Pen ? », décryptage pour le Club des juristes, 19 juin 2019, <http://blog.leclubdesjuristes.com/assistants-parlementaires-quest-ce-qui-est-reproche-a-marine-le-pen/>
- « **Les langues régionales en France métropolitaine - approche juridique** », participation à l'exposition virtuelle « Au rendez-vous des langues » (Atelier « Les langues et leurs usages », sous-atelier « Dire et être », Rubrique « Droit »), Cap Sciences Bordeaux Aquitaine, octobre 2010.

